



Nouvelle hausse du chômage dans un contexte économique morose

En Corse, les indicateurs conjoncturels du 2^e trimestre 2014 ne montrent toujours pas de signes convaincants d'amélioration dans un contexte national également morose mais moins dégradé.

Le chômage progresse alors qu'il stagne au niveau national. Le taux de chômage s'établit à 10,1 %, de 0,4 point supérieur à la moyenne de métropole, plaçant l'île au 9^e rang des régions. Le taux de chômage de Haute-Corse demeure supérieur à celui de Corse-du-Sud (10,9 % contre 9,2 %). Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi croît à nouveau dans la région et davantage que sur le continent.

L'emploi salarié en légère hausse se maintient mieux qu'au niveau national mais il poursuit sa baisse dans la construction. En Haute-Corse, après deux ans de stagnation, il progresse davantage qu'en Corse-du-Sud ce trimestre (+ 2,1 % contre + 1,4 %). Les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sont en hausse et les défaillances d'entreprises continuent à augmenter.

Par ailleurs, la vente de logements diminue fortement après un trimestre de hausse et l'encours des invendus reste élevé.

Enfin, les trafics passagers progressent malgré un léger recul dans le maritime. Le transport de fret enregistre une légère baisse.

Yannig Pons, Insee Corse

Rédaction achevée le 17 octobre 2014

L'emploi régional progresse alors qu'il stagne au niveau national

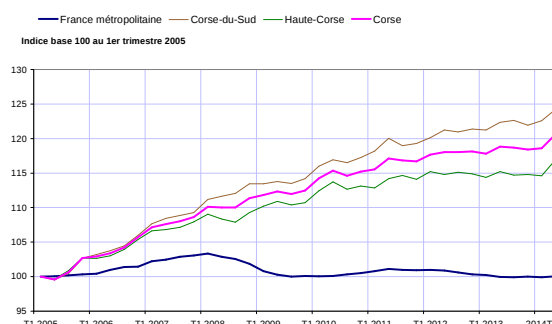
Au 2^e trimestre 2014, l'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands croît de 1,5 % par rapport à l'an dernier (soit + 992 emplois) contre 0,1 % au niveau de la métropole. Il est également en hausse par rapport au trimestre précédent (+ 1,7 %), une progression meilleure qu'en France métropolitaine (+ 0,2 %) (*figure 1*).

L'emploi augmente ce trimestre dans le tertiaire marchand hors intérim (+ 2,5 %). Au sein du secteur, il progresse fortement dans l'hébergement et restauration. Cette hausse se vérifie également en glissement annuel (+ 4,9 %). En revanche, l'emploi se replie faiblement dans l'industrie (- 0,3 % sur un trimestre) et dans la construction (- 0,6 %) (*figure 2*). Dans la construction, le repli se poursuit pour le 6^e trimestre consécutif (- 440 emplois depuis le 4^e trimestre 2012).

Au niveau départemental, l'emploi augmente davantage ce trimestre en Haute-Corse (+ 2,1 %) qu'en Corse-du-Sud (+ 1,4 %). Cette progression plus forte en Haute-Corse permet de compenser la quasi-stagnation des trimestres

précédents dans le département. En glissement annuel, l'évolution est identique dans les deux départements, + 1,5 % (+ 517 emplois en Corse-du-Sud et + 475 emplois en Haute-Corse).

1 Evolution de l'emploi salarié marchand

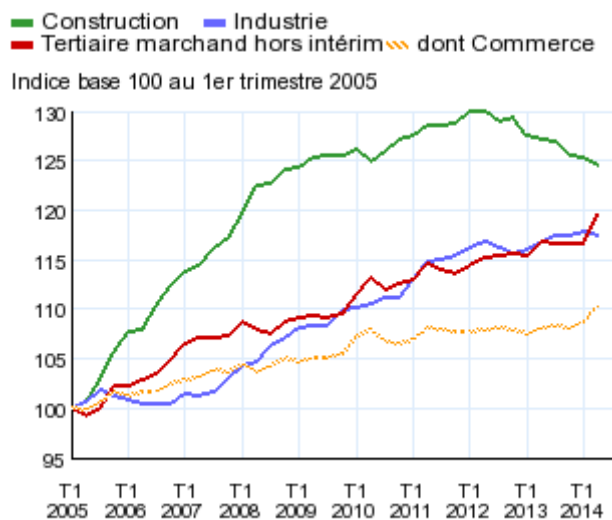


Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Corse



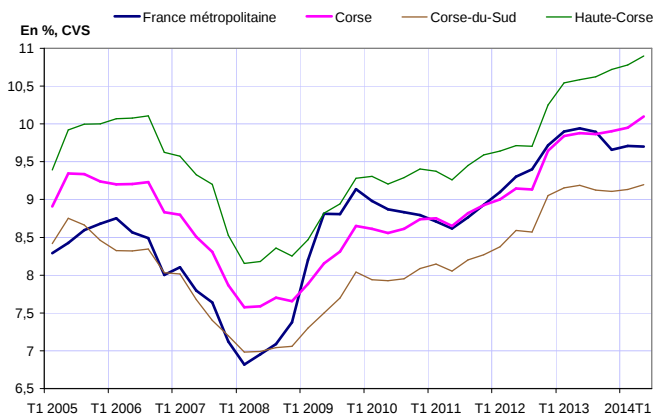
Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois

L'emploi dans la construction cède 0,4 % ce trimestre en Haute-Corse et 0,9 % en Corse-du-Sud. L'industrie perd des emplois en Corse-du-Sud (-1,3 %) alors qu'elle en gagne en Haute-Corse (+0,8 %). Dans le secteur tertiaire marchand, l'emploi progresse davantage en Haute-Corse (+2,8 %) qu'en Corse-du-Sud (+2,3 %).

3 Taux de chômage



Note : données trimestrielles.

Source : Insee, taux de chômage localisé (région), et au sens du BIT (France)

Au 2^e trimestre 2014, le taux de chômage insulaire s'établit à 10,1 % après quatre trimestres de stagnation à 9,9 %. Il est supérieur au taux de la métropole de +0,4 point. Cet écart s'accroît puisqu'il n'était que de +0,2 point les deux trimestres précédents (figure 3). La Corse conserve le 9^e taux de chômage le plus élevé des 22 régions métropolitaines. Le chômage progresse dans les deux départements. Son taux demeure plus élevé en Haute-Corse qu'en Corse-du-Sud (10,9 % contre 9,2 %).

Plus de 20 400 demandeurs d'emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégories A, B et C, en données corrigées des variations saisonnières, continue à augmenter au 2^e trimestre 2014, pour atteindre 20 415, fin juin. L'évolution trimestrielle (+5,5 %) est supérieure à celle des deux précédents trimestres (+3,0 % au 1^{er} trimestre 2014 et +1,4 % au dernier trimestre 2013).

Ces hausses sont supérieures à celles observées en France métropolitaine ce trimestre (+1,9 %) et au trimestre précédent (+0,9 %).

L'augmentation trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi insulaires concerne toutes les classes d'âge. Mais les personnes de plus de 50 ans sont les plus touchées avec une évolution de +8,7 % par rapport au trimestre précédent. En évolution annuelle, le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans progresse de 21,7 %, celui des moins de 25 ans augmente beaucoup plus légèrement (+0,3 %).

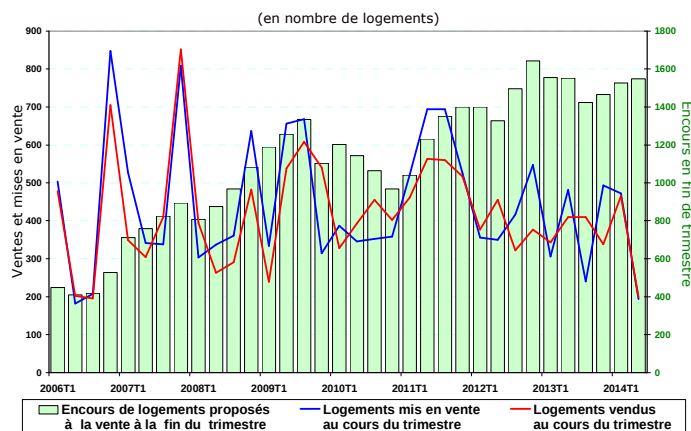
Sur un an, le nombre de personnes inscrites à Pôle Emploi en catégories A, B et C croît de 12,1 % en Corse et de 5,1 % en France métropolitaine.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an continue aussi à croître fortement ce trimestre, tant en variation trimestrielle (+9,7 %), qu'annuelle (+27,0 %).

Une situation du logement neuf dégradée

Au cours du 2^e trimestre 2014, 199 logements neufs ont été vendus en Corse (figure 4). Les ventes cumulées sur les quatre derniers trimestres sont en baisse de 5,7 % par rapport aux ventes des quatre trimestres précédents (-6,8 % au niveau national).

4 Commercialisation de logements neufs

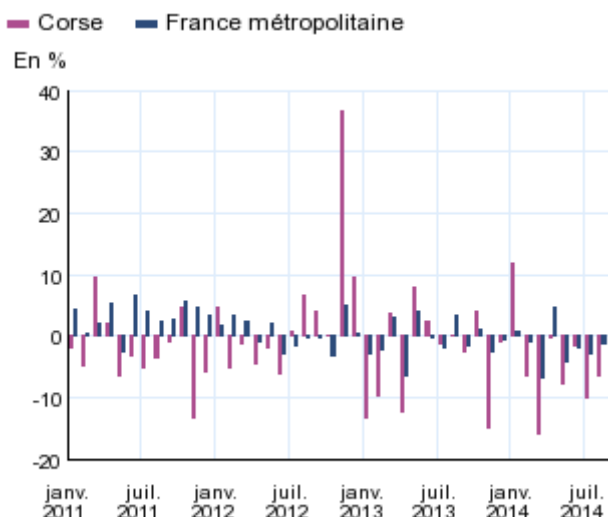


Source : SoeS, ECLN (données provisoires du 26/08/2014)

Les mises en vente de logements neufs collectifs passent de 433 au 2^e trimestre 2013 à 145 au 2^e trimestre 2014, alors que les ventes de logements neufs individuels se maintiennent (de 48 à 49). L'encours de logements neufs proposés à la vente, avec 1 549 logements invendus, reste proche de son record de 1 643 logements atteint au 4^e trimestre 2012. En variation annuelle, l'encours baisse de 0,1 % (-1,2 % au niveau national). Au second trimestre 2014, le prix moyen au mètre carré à la réservation des logements en immeubles collectifs baisse par rapport à l'année passée (-7,2 % en Corse contre -1,0 % pour la France métropolitaine).

Le nombre de logements autorisés à la construction sur un an (du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014) diminue de 48,4 % par rapport à la même période de l'année précédente, contre -21,0 % au niveau national.

5 Evolution de la fréquentation dans les hôtels



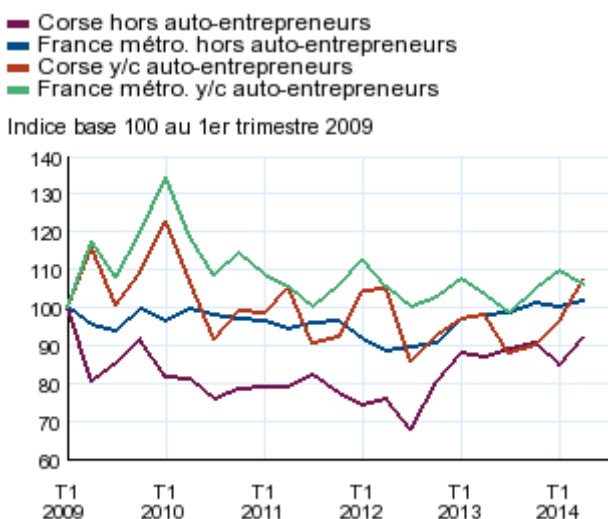
Note : données mensuelles brutes. Suite au changement de méthode intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été réétalonnées.
Source : Insee ; DGCIS, partenaires régionaux

Le 2^e trimestre marque traditionnellement une reprise progressive de l'activité touristique. Néanmoins, la conjoncture économique toujours défavorable se traduit par une baisse de la fréquentation touristique par rapport au deuxième trimestre 2013. En effet, en Corse, le nombre de nuitées dans l'hôtellerie perd 3,8 % en glissement annuel (figure 5). Ce recul est davantage marqué qu'au niveau national (-0,8 %).

Cette nette diminution est liée à une forte baisse des nuitées des touristes français (-6,9 %). Elle n'est pas compensée par la progression de 6,6 % du nombre de nuitées des touristes étrangers, qui ne représentent qu'un quart des nuitées hôtelières.

La hausse de la fréquentation étrangère est particulièrement forte en avril et juin, sans doute en lien avec un calendrier scolaire favorable, notamment en Allemagne. La fréquentation française quant à elle diminue en glissement annuel sur chacun des trois mois, avec un recul marqué en mai, malgré un nombre important de ponts.

6 Créations d'entreprises



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Note : les créations d'entreprises hors entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneurs sont brutes. Données trimestrielles.
Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements – Sirene)

Les créations d'entreprises progressent plus fortement qu'au niveau national

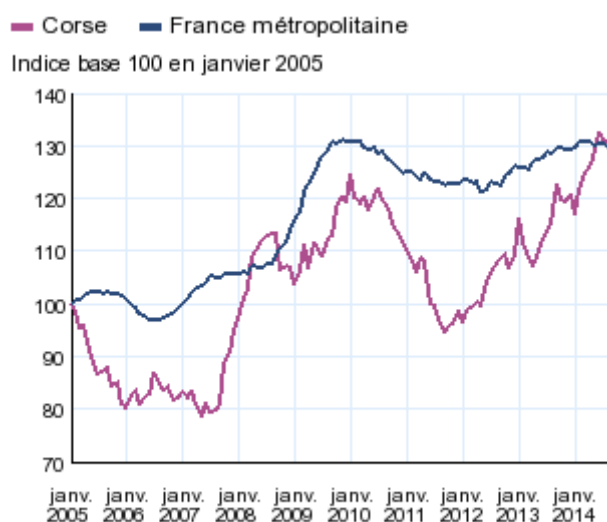
En Corse, au 2^e trimestre 2014, 523 entreprises hors auto-entrepreneurs ont été créées (données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables) contre 482 au trimestre précédent soit une hausse trimestrielle de 8,5 %, contre + 1,3 % au niveau national (figure 6). Il s'agit du niveau le plus haut de créations depuis la mise en place du régime de l'auto-entrepreneur.

En données cumulées sur un an (du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014), les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs augmentent de 10,6 % en Corse et de 7,1 % au niveau national par rapport à la même période de l'année précédente.

En incluant les auto-entrepreneurs, l'évolution trimestrielle est à la hausse de 11,3 % en Corse, alors qu'elle enregistre - 3,5 % au niveau national. L'évolution en glissement annuel est également plus élevée en Corse (+ 9,4 %) que sur le continent (+ 2,5 %). Ce regain de créations d'entreprise est probablement lié à la possibilité de créer ainsi son propre emploi dans un marché du travail difficile.

Une forte hausse des défaillances d'entreprises alors qu'elles baissent à l'échelle nationale

7 Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 10 octobre 2014, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.
Source : Banque de France, Fiben

Au 2^e trimestre 2014, le nombre de défaillances d'entreprises s'établit à 112 dans la région, soit une augmentation de 24,4 % en glissement annuel, une variation nettement supérieure à celle du niveau national (- 1,0 %) (figure 7).

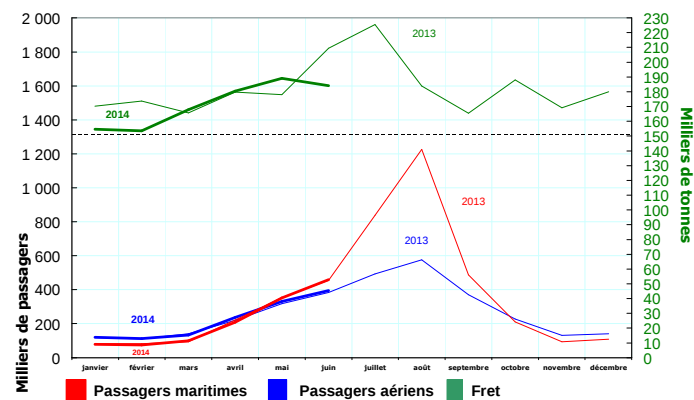
En Corse, la tendance est à la hausse depuis fin 2011. Le nombre de défaillances atteint ainsi un niveau record ce trimestre.

Progression du trafic de passagers, recul du fret

L'activité dans les transports de passagers augmente de 1,5 % au 2^e trimestre par rapport à l'an dernier. Malgré un contexte de perturbation sociale (à compter du 24 juin 2014), le transport maritime progresse très légèrement en juin. Sur l'ensemble du trimestre, le maritime diminue de 1,3 % tandis que l'aérien augmente de 4,6 %. Au total, ce sont 29 200 passagers de plus qui ont été transportés au 2^e trimestre 2014 par rapport au 2^e trimestre 2013 (*figure 8*).

Parallèlement, dans le transport de fret, le trafic total en tonnes diminue de 2,1 % par rapport au 2^e trimestre 2013 pour atteindre 555 000 tonnes (*figure 8*). Cette forte baisse résulte du recul des entrées d'hydrocarbure (-11,4 %) et de ciment (-13,3 %) et des sorties de « Roll » (-3,3 %). La baisse des entrées de ciment est liée à la baisse de l'activité dans la construction. En revanche, l'entrée de « Roll » est en hausse 1,5 % par rapport au deuxième trimestre 2013.

8 Trafics passagers et fret



Source : Observatoire Régional des Transports de la Corse

Contexte national – La reprise différée

Au deuxième trimestre 2014, l'activité a de nouveau stagné. La production manufacturière s'est nettement repliée (-0,9 %), l'investissement des entreprises et les exportations ont déçu. L'économie française croîtrait à peine au second semestre (+0,1 % par trimestre), portant la croissance à +0,4 % en 2014, comme en 2012 et 2013. La consommation des ménages croîtrait peu, en lien avec un pouvoir d'achat du revenu qui accélérerait modérément (+0,8 %, après 0,0 % en 2013) et l'investissement en logement continuerait de reculer. L'investissement des entreprises, qui pâtit de la faiblesse récurrente de leurs perspectives, se replierait de nouveau. L'atonie de la croissance en France entraînerait un nouveau recul de l'emploi marchand (-52 000 au second semestre, après -12 000 au premier). Un plus grand nombre d'emplois aidés dans les branches non marchandes permettrait toutefois à l'emploi total de se stabiliser. La population active progressant légèrement, le taux de chômage augmenterait, de 0,1 point sur le second semestre, et atteindrait 10,3 % à la fin de l'année, soit le même niveau qu'à l'été 2013.

Contexte international – Découplage entre pays anglo-saxons et zone euro

Au deuxième trimestre 2014, l'activité de la zone euro a stagné, avec notamment un repli de l'activité en Allemagne et en Italie. L'économie japonaise s'est également contractée. En revanche, la croissance est restée soutenue aux États-Unis et au Royaume-Uni. Ce découplage de l'activité entre pays anglo-saxons et zone euro perdurerait jusqu'à la fin de l'année. Ainsi, aux États-Unis et au Royaume-Uni, la baisse du chômage continuerait de soutenir la demande intérieure et l'activité resterait dynamique. En revanche, dans la zone euro, le niveau élevé du chômage et l'atonie de l'investissement, en particulier en logement, continuerait de freiner la reprise. Au sein de la zone euro, l'activité serait plus dynamique en Espagne et en Allemagne qu'en France et en Italie. De leur côté, les pays émergents tournent au ralenti depuis les épisodes de tensions monétaires à partir du second semestre 2013. D'ici à la fin de l'année, l'activité s'y reprendrait un peu, mais freinée par les resserrlements budgétaires et monétaires passés.

Insee Corse
Résidence du Cardo Rue des
Magnolias- CS 70907
20700 Ajaccio Cedex

Directeur de la publication :
Alain Tempier

Rédactrice en chef :
Angela Tirroloni,

ISSN : en cours
@Insee 2014

Pour en savoir plus :

- Note de conjoncture nationale d'octobre 2014 « La reprise différée »
www.insee.fr/fr/rubrique/Themes/conjoncture/analyse_de_la_conjoncture

